**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
SUBVENTION SPECIFIQUE
MGDIS n°9697, 9702, 9703, 9704, 9705**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'E.P.C.I. **La Métropole Aix-Marseille-Provence
58, boulevard Charles Livon
13007 MARSEILLE**

représenté par Sa Présidente en exercice régulièrement habilitée à signer
la présente convention par délibération du Bureau de la
Métropole en date du 27 février 2025

ci-après désigné **« la Métropole »**

ET

L'Association **LES VIGNERONS DE LA SAINTE-VICTOIRE
Siret : 42442324200041**

sis **VINOTHEQUE MAISON STE VICTOIRE
ROUTE CEZANNE RD 17
13100 ST ANTONIN SUR BAYON**

représentée par **Son Président, Monsieur Olivier SUMEIRE**

ci-après désignée **« l'association »**

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Conformément aux orientations données lors des Assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs associatifs qui œuvrent dans le domaine de l'Agriculture, forêts, paysages et espaces naturels.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les actions conformes à son objet social, à savoir :

- Diverses manifestations de promotion ;
- Outils de promotion et de communication, actions techniques ;
- Présentation du millésime ;
- Rallye découverte des vins de la Sainte-Victoire ;
- Organisation d'une journée technique.

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs pour l'année 2025.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025 et trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'ASSOCIATION

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau...)

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'association et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'association et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

L'association s'engage en outre à :

- respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités ;

- fournir à la Métropole les attestations d'assurance visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, l'association devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

ARTICLE 4 : COUT DE L'ACTION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE

4.1 Budget prévisionnel de l'action :

- L'annexe I à la présente convention précise :
-Le budget prévisionnel de l'action, objet de l'article 1^{er}, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc.

Conformément à l'annexe I, le coût total prévisionnel (total des produits hors contributions volontaires) de l'action, objet de la présente convention, est d'un montant de 179 304 €, réparti comme suit :

Action n°1 : Diverses manifestations et promotion : 18 525 €
Action n°2 : Outils de promotion et de communication, actions techniques : 62 627 €
Action n°3 : Présentation du millésime : 41 457 €
Action n°4 : Rallye découverte des vins de la Sainte-Victoire : 51 686 €
Action n°5 : Organisation d'une journée technique : 5 009 €

4.2 Participation de la Métropole et modalités de calcul :

La participation de la Métropole est d'un montant de 36 000 €, répartis comme suit :

Action 1 : 2 000 € soit 11% du coût total prévisionnel de l'action (*hors contributions volontaires*).

Action 2 : 23 000€ soit 37% du coût total prévisionnel de l'action (*hors contributions volontaires*).

Action 3 : 4 000€ soit 10 % du coût total prévisionnel de l'action (*hors contributions volontaires*).

Action 4 : 5 000€ soit 10 % du coût total prévisionnel de l'action (*hors contributions volontaires*).

Action 5 : 2 000€ soit 40 % du coût total prévisionnel de l'action (*hors contributions volontaires*).

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

4.3 Modalités de versement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte maximum de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire, après la signature de la convention par les deux parties ;
- le solde, sur demande du bénéficiaire, après la remise des pièces prévues à l'article 6.2 de la présente convention.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION

5.1 Contrôle :

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Métropole. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Le refus de leur communication entraîne le remboursement de la subvention.

5.2 Suivi :

L'association s'engage à informer régulièrement la Métropole de l'état d'avancement et de déroulement de l'action définie à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

La Métropole pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

5.3 Évaluation :

L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis par l'association auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être organisée par la Métropole à tout moment jugé utile.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

5.4 Renouvellement :

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 6.2 et aux contrôles prévus à l'article 5.1.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES – JUSTIFICATIFS A FOURNIR

6.1 Obligations comptables :

Préalablement à ce qui suit, la présente convention rappelle que :

- Les associations doivent adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 ;
- Conformément à l'article L. 612-4 du Code du commerce, pour tout montant supérieur à 153 000 euros de subventions publiques :
 - l'association doit établir chaque année des comptes annuels comprenant : le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
 - l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes. Dans ce cas, l'association s'engage à transmettre à la Métropole tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ;
- Si la subvention annuelle est supérieure à 75 000 euros ou représente plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels conformément à l'article L. 2313-1-1 et R.2313-5 du CGCT. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise, le cas échéant ;
- En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

6.2 Justificatifs à fournir par l'association :

L'association dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), **s'engage dans les six mois suivant la clôture de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, à fournir les documents suivants :**

- **Le compte rendu financier de l'emploi de la subvention** signé par le Président de l'association ou toute personne habilitée ;
- **Les comptes annuels (la version détaillée) et le rapport du commissaire aux comptes, le cas échéant ;**
- **le rapport d'activité de l'année écoulée ;**

- **le procès-verbal de l'Assemblée Générale approuvant tous les documents précités.**

6.3 Autres engagements :

Par ailleurs, l'association s'engage à communiquer à la Métropole toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'administration et du Bureau de l'association et des statuts.

ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de celle-ci. La Métropole pourra demander à l'association des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

L'association s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'association, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente convention.

ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

Pour l'Association

Pour la Métropole

**Le Président
Olivier SUMEIRE**

**La Présidente
Martine VASSAL**

**ANNEXE I - A LA CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
LES VIGNERONS DE LA SAINTE-VICTOIRE
Budget Prévisionnel de l'Action Année 2025**

3-2

Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 20 25

CHARGES DIRECTES	MONTANT ¹²		RESSOURCES DIRECTES	MONTANT ¹²	
60 - Achats	593	€	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services		€
Achats stockés (matières premières, autres)		€	73 - Dotation et produits de tarification		€
Achats d'études et de prestations de services	560	€	74 - Subventions d'exploitation (13)	5614	€
Achats de matériel, équipements et travaux		€	État: préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)		€
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures)		€			€
Achats de marchandises	33	€			€
Autres achats		€			€
61 - Services extérieurs		€	Région(s)		€
Sous-traitance générale		€	Région Sud	2000	€
Redevances de crédit-bail		€	Département(s)		€
Locations mobilières et immobilières		€	Conseil Départemental des Bouches du Rhône	1000	€
Charges locatives et de copropriété		€			€
Entretien et réparations		€	Métropole Aix Marseille Provence	2114	€
Primes d'assurances		€			€
Divers (études / recherches, documentation, colloques...)		€	Communes		€
62 - Autres services extérieurs	3118	€			€
Personnel extérieur		€	Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône	500	€
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		€	Organismes sociaux (détailler):		€
Publicité, information et publications		€	Fonds européens		€
Transports de biens et transports collectifs du personnel	1778	€	L'agence de services et de paiement		€
Déplacements, missions et réceptions	1340	€	Autres établissements publics		€
Frais postaux et de télécommunications		€	Aides privées		€
Autres (travaux exécutés à l'extérieur etc...)		€	75 - Autres produits de gestion courante		€
63 - Impôts et taxes		€	Dont cotisations, dons manuels ou legs		€
Impôts et taxes sur rémunérations		€	76 - Produits financiers		€
Autres impôts et taxes		€	77 - Produits exceptionnels		€
64 - Charges de personnel	14614	€	78 - Reprises sur amortissements provisions		€
Rémunérations du personnel	10230	€	79 - Transfert de charges		€
Charges sociales	4384	€			€
Autres charges de personnel		€			€
65 - Autres charges de gestion courante		€			€
66 - Charges financières		€			€
67 - Charges exceptionnelles		€			€
68 - Dotation aux amortissements et provisions, engagements à réaliser sur ressources affectées		€			€
69 - Impôts sur les bénéfices		€			€
CHARGES INDIRECTES			RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES		
Charges fixes de fonctionnement	200	€	Autofinancement	12912	€
Frais financier		€			€
Autres		€			€
TOTAL DES CHARGES	18525	€	TOTAL DES PRODUITS	18525	€
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹⁴					
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	2611	€	87 - Contributions volontaires en nature	2611	€
Secours en nature		€	Bénévolat		€
Mise à disposition gratuite biens et prestations	2611	€	Prestation en nature	2611	€
Personnel bénévole		€	Dons en nature		€
TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES	21136	€	TOTAL GÉNÉRAL DES PRODUITS	21136	€

Fait à : Saint-Antonin-sur-Bayon

Le 12/07/2024

Cachet de l'association

Signature du Président

¹² Ne pas indiquer les cotisations d'euros. ¹³ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités. ¹⁴ Le plan comptable des associations, issu du règlement 2018-06 du 05 décembre 2018, prévoit à minima une information (qualitative ou, à défaut, quantitative dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

3-2

Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 20 25

CHARGES DIRECTES	MONTANT ¹²	RESSOURCES DIRECTES	MONTANT ¹²
60 - Achats	1670	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats stockés (matières premières, autres)		73 - Dotation et produits de tarification	
Achats d'études et de prestations de services	1670	74 - Subventions d'exploitation (13)	31416
Achats de matériel, équipements et travaux		État: préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures)			
Achats de marchandises			
Autres achats			
61 - Services extérieurs		Région(s)	
Sous-traitance générale			
Redevances de crédit-bail		Département(s)	
Locations mobilières et immobilières			
Charges locatives et de copropriété			
Entretien et réparations			
Primes d'assurances		Métropole Aix Marseille Provence	31416
Divers (études / recherches, documentation, colloques...)			
62 - Autres services extérieurs	4883		
Personnel extérieur		Communes	
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires			
Publicité, information et publications			
Transports de biens et transports collectifs du personnel	4883		
Déplacements, missions et réceptions		Organismes sociaux (détailler) :	
Frais postaux et de télécommunications		Fonds européens	
Autres (travaux exécutés à l'extérieur etc...)		L'agence de services et de paiement	
63 - Impôts et taxes		Autres établissements publics	
Impôts et taxes sur rémunérations		Aides privées	
Autres impôts et taxes		75 - Autres produits de gestion courante	
64 - Charges de personnel	55874	Dont cotisations, dons manuels ou legs	
Rémunérations du personnel	39112	76 - Produits financiers	
Charges sociales	16762	77 - Produits exceptionnels	
Autres charges de personnel		78 - Reprises sur amortissements provisions	
65 - Autres charges de gestion courante		79 - Transfert de charges	
66 - Charges financières			
67 - Charges exceptionnelles			
68 - Dotation aux amortissements et provisions, engagements à réaliser sur ressources affectées			
69 - Impôts sur les bénéfices			
CHARGES INDIRECTES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement	200	Autofinancement	31212
Frais financier			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	62627	TOTAL DES PRODUITS	62628
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES¹⁴			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	204	87 - Contributions volontaires en nature	204
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite biens et prestations	204	Prestation en nature	204
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL GENERAL DES CHARGES	62831	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	62831

Fait à : Saint-Antonin-sur-Bayon

Le 12/07/2024

Cachet de l'association

Signature du Président

¹² Ne pas indiquer les centimes d'euro. ¹³ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics aient été déclarées sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités. ¹⁴ Le plan comptable des associations, issu du règlement 2018-05 du 05 décembre 2018, prévoit à minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

3-2

Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 20 25

CHARGES DIRECTES		MONTANT ¹²	RESSOURCES DIRECTES		MONTANT ¹²
60 - Achats		24514	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services		€
Achats stockés (matières premières, autres)		€	73 - Dotation et produits de tarification		€
Achats d'études et de prestations de services		24514	74 - Subventions d'exploitation (13)	9567	€
Achats de matériel, équipements et travaux		€	État: préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)		€
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures)		€			€
Achats de marchandises		€			€
Autres achats		€			€
61 - Services extérieurs		€	Région(s)		€
Sous-traitance générale		€	Région Sud	4000	€
Redevances de crédit-bail		€			€
Locations mobilières et immobilières		€	Département(s)		€
Charges locatives et de copropriété		€			€
Entretien et réparations		€			€
Primes d'assurances		€	Métropole Aix Marseille Provence	5567	€
Divers (études / recherches, documentation, colloques...)		€			€
62 - Autres services extérieurs		€			€
Personnel extérieur		€	Communes		€
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		€			€
Publicité, information et publications		€			€
Transports de biens et transports collectifs du personnel		€			€
Déplacements, missions et réceptions		€			€
Frais postaux et de télécommunications		€	Organismes sociaux (détailler):		€
Autres (travaux exécutés à l'extérieur etc...)		€	Fonds européens		€
63 - Impôts et taxes		€	L'agence de services et de paiement		€
Impôts et taxes sur rémunérations		€	Autres établissements publics		€
Autres impôts et taxes		€	Aides privées		€
64 - Charges de personnel	16743	€	75 - Autres produits de gestion courante		€
Rémunérations du personnel	11720	€	Dont cotisations, dons manuels ou legs		€
Charges sociales	5023	€	76 - Produits financiers		€
Autres charges de personnel		€	77 - Produits exceptionnels		€
65 - Autres charges de gestion courante		€	78 - Reprises sur amortissements provisions		€
66 - Charges financières		€	79 - Transfert de charges		€
67 - Charges exceptionnelles		€			€
68 - Dotation aux amortissements et provisions, engagements à réaliser sur ressources affectées		€			€
69 - Impôts sur les bénéfices		€			€
CHARGES INDIRECTES			RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES		
Charges fixes de fonctionnement	200	€	Autofinancement	31891	€
Frais financier		€			€
Autres		€			€
TOTAL DES CHARGES	41457	€	TOTAL DES PRODUITS	41457	€
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES¹⁴					
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	14208	€	87 - Contributions volontaires en nature	14208	€
Secours en nature		€	Bénévolat	5640	€
Mise à disposition gratuite biens et prestations	8568	€	Prestation en nature	8568	€
Personnel bénévole	5640	€	Dons en nature		€
TOTAL GENERAL DES CHARGES	55665	€	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	55665	€

Fait à : Saint-Antonin-sur-Bayon

Le 12/07/2024

Cachet de l'association

Signature du Président

¹² Ne pas indiquer les centimes d'euros. ¹³ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements démontrent auprès d'autres financeurs justifier une déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et activités sollicités. ¹⁴ Le plan comptable des associations, issu du règlement 2018-05 du 03 décembre 2018, prévoit à minima une information quantitative ou, à défaut, qualitative dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

3-2

Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 20 25

CHARGES DIRECTES		MONTANT ¹²	RESSOURCES DIRECTES		MONTANT ¹²
60 - Achats	150	€	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services		€
Achats stockés (matières premières, autres)	150	€	73 - Dotation et produits de tarification		€
Achats d'études et de prestations de services		€	74 - Subventions d'exploitation (13)	3458	€
Achats de matériel, équipements et travaux		€	État: préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)		€
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures)		€			€
Achats de marchandises		€			€
Autres achats		€			€
61 - Services extérieurs		€	Région(s)		€
Sous-traitance générale		€			€
Redevances de crédit-bail		€	Département(s)		€
Locations mobilières et immobilières		€	Conseil départemental des Bouches du Rhône	800	€
Charges locatives et de copropriété		€			€
Entretien et réparations		€	Métropole Aix Marseille Provence	2658	€
Primes d'assurances		€			€
Divers (études / recherches, documentation, colloques...)		€	Communes		€
62 - Autres services extérieurs		€			€
Personnel extérieur		€			€
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		€	Organismes sociaux (détailler):		€
Publicité, information et publications		€	Fonds européens		€
Transports de biens et transports collectifs du personnel		€	L'agence de services et de paiement		€
Déplacements, missions et réceptions		€	Autres établissements publics		€
Frais postaux et de télécommunications		€	Aides privées		€
Autres (travaux exécutés à l'extérieur etc...)		€	75 - Autres produits de gestion courante		€
63 - Impôts et taxes		€	Dont cotisations, dons manuels ou legs		€
Impôts et taxes sur rémunérations		€	76 - Produits financiers		€
Autres impôts et taxes		€	77 - Produits exceptionnels		€
64 - Charges de personnel	4659	€	78 - Reprises sur amortissements provisions		€
Rémunérations du personnel	3261	€	79 - Transfert de charges		€
Charges sociales	1398	€			€
Autres charges de personnel		€			€
65 - Autres charges de gestion courante		€			€
66 - Charges financières		€			€
67 - Charges exceptionnelles		€			€
68 - Dotation aux amortissements et provisions, engagements à réaliser sur ressources affectées		€			€
69 - Impôts sur les bénéfices		€			€
CHARGES INDIRECTES			RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES		
Charges fixes de fonctionnement	200	€	Autofinancement	1551	€
Frais financier		€			€
Autres		€			€
TOTAL DES CHARGES	5009	€	TOTAL DES PRODUITS	5009	€
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES					
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	306	€	87 - Contributions volontaires en nature	306	€
Secours en nature		€	Bénévolat		€
Mise à disposition gratuite biens et prestations	306	€	Prestation en nature	306	€
Personnel bénévole		€	Dons en nature		€
	5315	€		5315	€

Fait à : Saint-Antonin-sur-Bayon

Le 12/07/2024

Cachet de l'association

Signature du Président

¹² Ne pas indiquer les centimes d'euros. ¹³ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités. ¹⁴ Le plan comptable des associations, issu du règlement 2018-06 du 05 décembre 2018, prévoit à minima une information quantitative ou, à défaut, qualitative dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mois en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

Page 24 sur 40